

chevalier de Guadalupe, aide de camp de l'empereur et capitaine général des provinces de Puebla, Oajaca et Vera-Cruz; il le destinait à former un des anneaux de la chaîne fraternelle qu'il voulait établir entre les Espagnols et les Mexicains. Dès qu'il eut lieu de soupçonner la fidélité d'Echevarri, il eût dû prendre le commandement de l'armée, afin de ne pas mettre le gouvernement à la merci de quelques brouillons ambitieux; mais il commit la faute irréparable, — si commune aux souverains, — d'avoir trop de confiance dans ceux qu'il avait comblés de faveurs. Sa confiance lui coûta cher. Echevarri entra en correspondance avec le gouverneur de Vera-Cruz, oublia son ressentiment contre Santa-Anna, se rallia à son opinion et capitula avec lui, lorsqu'il avait des forces considérablement supérieures à celles du chef insurgé. Le 1^{er} février 1823, les officiers supérieurs des deux troupes firent une convention au quartier général de la Casa-Mata, sous prétexte de réunir le congrès, mais en réalité pour renverser l'empire. Parmi les signataires de cette convention figuraient Anastasio Bustamante, Manuel Gutierrez, Jean Arago, Cortaza, etc.

Les révoltés tombèrent comme un torrent sur les provinces de Vera-Cruz et de Puebla. Vivanco qui commandait à Puebla, par interim, se réunit aux rebelles. Iturbide, dans le dessein de les réduire à l'obéissance sans recourir à la force, va prendre position entre le corps d'armée des insurgés et Mexico. L'assemblée instituante avait, dès le 8 décembre, rédigé la *convocatoria* pour un nouveau congrès. Les commissaires envoyés par l'empereur aux rebelles fixèrent avec eux des limites aux troupes des deux côtés et stipulèrent qu'elles resteraient dans leurs lignes respectives jusqu'à ce que la représentation nationale pût s'assembler et décider la question pendante entre les partis, qui se soumettaient à sa décision. Lorsqu'un gouvernement, au lieu de combattre des insurgés, parlemente avec eux, il est jugé, il est perdu. La trahison de Negrete et de Moran vint bientôt prouver à l'empereur que les nouveaux pouvoirs ne se

fondent pas avec des familiers, des amis du lendemain qui ne savent que précipiter leurs maîtres et leurs bienfaiteurs dans des catastrophes au fond desquelles ils ont un secret infailible pour les enterrer à tout jamais; les empires se fondent avec de l'audace, de l'énergie, et non pas avec des idées, des sentiments et de la faiblesse. Les deux généraux Negrete et Moran quittèrent la table de l'empereur, avec lequel ils jouaient tous les soirs, pour aller se joindre aux insurgés. Aveugles instruments du parti écossais, ils coopérèrent tous les deux à la chute de l'empire pour obéir aux résolutions de la grande loge écossaise.

Cinquante-huit députés, parmi lesquels on remarquait tous ceux qui avaient été incarcérés depuis le 26 août 1822, jusqu'au 15 mars 1823, date de leur mise en liberté, se réunirent en congrès. Cette réunion, illégale à plusieurs titres, l'était surtout par le nombre insuffisant de ses membres. Mais la volonté des vainqueurs obligea Iturbide de lui restituer l'exercice de ses fonctions. L'empire n'existait plus. José del Valle, ancien député, conspirateur, ayant donné des preuves de son républicanisme devant le congrès, fut tiré de prison pour prendre le portefeuille des affaires étrangères. Les rebelles avaient envoyé des émissaires dans les provinces pour les engager à se prononcer en faveur de l'acte de Casa-Mata; plusieurs députations provinciales y adhérèrent, tout en manifestant la résolution de respecter la personne de l'empereur. Celui-ci n'avait jamais reçu une piastre des revenus assignés à ses fonctions par la première assemblée des notables, et, depuis son élévation au trône, il recevait à peine de quoi subvenir strictement à sa dépense. L'empereur, dégoûté de tant d'ingratitude et craignant d'être la cause de nouveaux malheurs, abdiqua le 20 mars, remit entre les mains de José del Valle l'acte de son abdication et une lettre par laquelle il exposait l'historique de son administration, les sacrifices qu'il savait faire en acceptant le trône qui devait lui faire perdre et son repos et l'amour de ses concitoyens; il ajoutait que s'il avait différé son abdic-

tion c'est qu'il attendait la réunion du congrès, seule autorité à laquelle il devait confier le pouvoir exécutif.

José del Valle, après avoir lu ces documents, dit, au nom d'Iturbide, que « l'empereur demandait à se retirer à l'étranger pour éviter les persécutions, les soupçons et les révolutions qui pourraient se faire soit en son nom, soit à cause de lui. Que n'ayant reçu qu'une très petite partie des sommes qu'il devait recevoir, comme chef du pouvoir, il avait dû contracter des dettes pour une somme de cent cinquante mille piastres, et engager son honneur pour les acquitter, ce qui lui faisait espérer que la nation les paierait. » Le congrès promit de payer et lui fit une pension annuelle de vingt-cinq mille piastres pour aller vivre en Italie. Le jour fixé pour son départ de Mexico, le peuple voulut l'empêcher de partir, et quand Vivanco harangua les troupes, elles répondirent par le cri de : — « Vive Augustin I^{er}. » — Le 11 mars 1823, une garde d'honneur l'accompagna à Antigua où l'empereur s'embarqua pour Livourne.

Dès ce jour on vit le Mexique tendre à « détruire tout le vieux, à essayer tout le nouveau, » selon l'expression du colonel de la Colina ; il s'enfonça sans hésitation, quoique avec regret, dans le sombre inconnu des révolutions ; il se crut subitement capable de réaliser les rêves les plus chimériques, et dans cette illusion il échafauda, non sans effort, sur les ruines de la monarchie aztèque, espagnole et mexicaine, une république qui devint bientôt un fléau pour le pays, une ignominie pour la civilisation. « Avec Iturbide, dit Suarez Navarro, on perdit pour toujours l'unique espérance qui existait alors, de contenir les ambitions personnelles... Sur Santa-Anna pesait une immense responsabilité ; sur lui devaient tomber les malédictions des futures générations... Les efforts du parti écossais pour faire trouver dans les provinces un écho au cri de Vera-Cruz, étaient notoires ; ceux des Espagnols pour nous diviser et nous précipiter dans l'abîme, étaient palpables. Comment détruire la prépondérance d'une faction parfaitement organisée ? Comment

lui arracher le pouvoir suprême tombé entre ses mains par la révolution et par l'abdication de l'empereur ? Comment sauver et réaliser les principes républicains invoqués par le mouvement du 2 décembre ? » La situation était en effet assez difficile et permit de prévoir l'anarchie qui devait désormais passer à l'ordre du jour au Mexique.

Le 31 mai 1823, le congrès nomma provisoirement un triumvirat, composé des généraux Victoria, Bravo et Negrete, ayant le pouvoir exécutif ; le 21 juillet, Mariano Michelena, Miguel Dominguez et Vicente Guerrero furent nommés suppléants ; les ministres étaient Lucas Alaman aux affaires étrangères ; Pablo de la Llave, à la justice ; Joaquín Herrera, à la guerre ; Francisco Arillaga, aux finances. Juan Guzman, Ignacio Esteva et Manuel Mier y Teran remplacèrent plus tard trois des ministres élus. Ce pouvoir exécutif dura jusqu'au 10 octobre 1824. Le général Santa-Anna, envoyé à S. Luis Potosi pour contenir les iturbidistes qui pouvaient s'opposer à l'exécution de l'acte de la Casa-Mata, se prononça le 5 juin pour obliger le gouvernement à reconnaître l'indépendance des provinces, et le congrès à lancer sa *convocatoria* pour la nouvelle assemblée. Le 5 novembre 1823, le second congrès constituant s'installa, sous la présidence du docteur D. Miguel Guridi y Alcocer, et commença ses travaux constitutifs, se divisant dès ce moment en deux partis bien tranchés : les centralistes et les fédéralistes.

Une fois promulgué nul le décret qui avait élevé Iturbide au trône, et traité celui qui chercherait à le rétablir, il est évident que la république devenait indispensable et qu'il ne fallait plus songer au plan d'Iguala. Les Bourbonniens et les écossais demandaient une république centrale ; les anciens insurgés, les républicains et les iturbidistes se rangèrent du côté de la fédération, proclamée en principe dans le pronunciamiento de S. Luis Potosi. L'armée ne formait pas encore de faction ; chaque chef avait ses opinions particulières ; ainsi, Bravo, Negrete et Moran étaient centralistes ; Busta-

mante, Burragan, Guerrero et Quintanar étaient fédéralistes; les avocats, tous de ce dernier parti. Le Jalisco et le Yucatan se déclarèrent États souverains; les autres provinces suivirent bientôt cet exemple. Le congrès général fut dépouillé de ses facultés législatives par les députations et les municipalités provinciales; on l'appela « Congrès convoquant, » au lieu de « Congrès constituant. » Les députés, oubliant qu'ils avaient juré de « former la constitution de la nation mexicaine sur les bases fondamentales du plan d'Iguala, c'est à dire avec une monarchie étrangère, » se constituèrent en permanence pour organiser le Mexique sous la forme républicaine. Le congrès dut se décider, malgré lui, à faire une loi nouvelle pour les élections, conforme à celle des Cortès d'Espagne qui concédait le droit de suffrage à tous les citoyens jouissant de leurs droits politiques. Néanmoins, il restait dans une situation étrange de nullité, les provinces ne voulant plus reconnaître son autorité.

Le principe fédéral envahit peu à peu les populations. Malheureusement, la constitution de 1824, étant inspirée par des idées antifédérales, laissa la porte ouverte à toutes les exigences des partis que l'enthousiasme, d'un côté, et la peur de l'autre, auraient pu contenir dans les limites de la légalité. Naturellement, les idées nouvelles débordant de toutes parts les législateurs improvisés par la révolution, les titres de noblesse furent abolis, les blasons arrachés, les tribunaux spéciaux supprimés. Le principe démocratique s'épanouissait, mais comme il est difficile de détruire en un jour les habitudes de trois siècles, les éléments monarchiques subsistèrent, et, plus tard, ils firent une guerre acharnée aux républicains, non seulement à la tribune et dans la presse, mais encore sur les champs de bataille. En attendant, les finances étant nulles, on dut recourir à des emprunts étrangers qui ruinèrent le trésor et détruisirent le crédit.

Tel est le tableau que présentait le Mexique en 1823 et en 1824, c'est celui qu'il nous présentera désormais jusqu'en

1867, avec des teintes devenant plus sombres de jour en jour. Tout cela est fort naturel, fort logique. Un peuple ne change jamais impunément son ancienne forme de gouvernement contre une nouvelle, sans d'épouvantables catastrophes. Je ne blâme pas ce changement, il peut être légitime, nécessaire même; mais je constate un fait. Notre révolution de 89 fit tomber un roi sur l'échafaud et noya la France dans des ruisseaux de sang, avant qu'elle se régularisât sous la main puissante de Napoléon. Au Mexique, la révolution de 1810 a ruiné, ensanglanté le pays depuis cinquante-huit ans, et a coûté la vie à deux empereurs. L'instabilité du pouvoir suprême a fait naître l'anarchie entrecoupée de servitude; elle a ouvert l'arène à toutes les ambitions; elle a mis en ébullition toutes les convoitises et toutes les chimères, en alarme tous les intérêts, la société constitutionnellement sens dessus dessous, et l'a livrée comme une place démantelée au premier venu. Passant de la forme fédérative à la forme unitaire, le Mexique a parcouru le cercle entier des combinaisons républicaines, variant avec une convulsive rapidité ses présidents, ses dictateurs et ses législations; il n'a pas su s'arrêter sur la pente fatale de sa déchéance qui pourrait bien se terminer par la perte de son existence politique.

Pour expliquer les événements qui se sont déroulés depuis 1810, jusqu'en 1867, il faut bien comprendre quelle était la situation du Mexique en 1824. Il s'était affranchi de ses maîtres et de son libérateur, il profita de sa liberté pour devenir l'esclave d'une oligarchie prétentieuse, ignorante et sans patriotisme. Les Mexicains de cette époque expliquent eux-mêmes cette aberration par un aveu dont ils auraient dû profiter. « Dans notre organisation sociale, dit l'un d'eux qui a joué un grand rôle politique dans son pays, avec la lutte des idées anciennes contre les modernes, et la ténacité avec laquelle nous avons voulu accomplir le régime colonial et les formules constitutionnelles d'un pays libre et civilisé, on trouve la source de toutes nos erreurs, ainsi que dans la

versatilité avec laquelle nous avons fait toutes ces transitions honteuses de certains principes aux principes diamétralement contraires.

« Qu'était le peuple mexicain, politiquement parlant, à l'époque de son indépendance? Un être avili, submergé dans la stupidité, sans aucune notion de gouvernement... Il est un fait indubitable... c'est qu'il n'existait aucun élément pour que, par les seuls efforts de l'opinion publique, une cause pût triompher, aussi sainte, aussi juste, aussi libérale qu'elle fût. La majorité des Mexicains ignorait et beaucoup ignorent encore quels sont leurs devoirs politique et social; ils ignorent leurs droits, leurs lois et toutes les théories sanctionnées par le siècle... Notre nationalité étant née d'une émeute, il est naturel que les émeutes et la force armée soient devenues par la suite l'arbitre des destinées d'un peuple sans éducation civile d'aucune sorte. »

Tandis que le Mexique et les colonies espagnoles s'organisaient aussi pitoyablement avec la forme républicaine, la France envahissait l'Espagne pour sauver la monarchie des mains de la révolution. La guerre d'Espagne formait une partie du programme réellement français que M. de Chateaubriant espérait réaliser au congrès de Vérone. Dans ce programme se trouvait la solution des affaires américaines. Le duc de Wellington voulait la reconnaissance pure et simple de l'indépendance des colonies espagnoles, sollicitée par le commerce britannique. M. de Chateaubriant lui répondit qu'il serait préférable « une mesure générale, prise en commun par les divers cabinets de l'Europe, qui pourrait ménager à la fois les intérêts de l'Espagne, ceux de ses colonies et ceux des nations européennes, concilier les droits de la légitimité et les nécessités de la politique. » Ce qui se passait à cette époque dans les cabinets de l'Europe, concernant la question hispano-américaine, nous prouve combien cette question avait déjà d'importance, pour les intérêts européens, aux yeux des esprits clairvoyants.

La guerre d'Espagne terminée, il convenait d'aborder im-

médiatement la question des colonies espagnoles. « Je voudrais, disait alors M. de Chateaubriant, vivre assez pour voir... la réunion de l'Église grecque et de l'Église latine, l'affranchissement de la Grèce, la création de monarchies bourbonniennes dans le nouveau monde, et le juste accroissement de nos frontières. » Cela n'était point facile. Le roi d'Espagne, replongé dans les mains de sa domesticité, regimbait le premier; les calamités, trop méritées, d'où l'avait tiré la France, ne l'avaient pas corrigé; infatué de lui-même, caressant ses chimères rétrogrades, n'écoutant aucun conseil, ne comprenant aucune leçon, il considérait comme une offense à sa dignité l'arbitrage de l'Europe entre la Péninsule et ses colonies; pourtant, la veille, enfermé à Cadix, il ne rougissait pas de signer le décret des Cortès sanctionnant l'érection de Buenos-Ayres en république. La France comptait sur la peur et l'intérêt pour faire agir Ferdinand VII. Le duc d'Angoulême, avant de le laisser entrer à Madrid, insista fortement pour que le roi, qu'il venait de sauver, accordât un gouvernement convenable à ses peuples et qu'il envoyât un infant comme souverain du Mexique. Le roi répondit qu'il verrait!

Il était pourtant très urgent de se presser à transiger avec les colonies, pour ne pas les perdre entièrement. Avec leur légitime amour de l'indépendance, toutes avaient conservé le goût de la monarchie. On l'a vu au Mexique par le plan d'Iguala et l'avènement d'Iturbide; en Colombie, Bolivar lui-même, ce héros sympathique, ne se dissimulant pas l'insuffisance de ses compatriotes pour supporter le régime républicain, désirait la fondation d'un empire qu'il eût déferé de préférence à un Bourbon français; les provinces Argentines n'avaient-elles pas également exprimé le vœu, en 1819, d'avoir un duc d'Orléans pour souverain? Les débuts des nouvelles républiques furent si malheureux qu'il n'eût pas été difficile pour l'Europe alliée de fonder des monarchies bourbonniennes, indépendantes et constitutionnelles dans toutes ces colonies qui les avaient demandées dès le com-

mencement de leurs révolutions. Mais contre cette transaction s'élevaient l'incroyable nullité de Ferdinand VII et le mauvais vouloir de l'Angleterre.

Le commerce britannique avait fait de très bonnes affaires avec la chute de l'Espagne en Amérique; il s'était jeté sur ces contrées, si longtemps fermées par la prévoyance étroite du conseil des Indes; en peu d'années il les avait couvertes de produits anglais, d'agents de toute nature, de compagnies affectées à toutes les destinations possibles. Les emprunts effectués par les colonies émancipées aux capitalistes de Londres, de Liverpool, de Manchester s'élevaient déjà au chiffre de 523,450,000 francs, somme énorme qui donnait aux prêteurs une hypothèque sur le nouveau monde. L'Angleterre, dont les grands intérêts politiques ont toujours fléchi devant ses petits profits, ses devoirs d'honneur, ne voulait pas renoncer à cette anarchie lucrative perpétuée par la forme républicaine des colonies espagnoles. Aussi, au mois d'octobre 1823, M. Canning annonçait-il à l'ambassadeur de France, M. de Polignac, que dans un acte prochain, la Grande Bretagne reconnaîtrait purement et simplement les nouvelles républiques.

M. de Chateaubriant, comprenant les conséquences d'une pareille détermination, s'empressa de demander à Ferdinand VII un décret proclamant la liberté de commerce avec les colonies insurgées. Ce point était des plus essentiels, car l'Angleterre, pour motiver sa reconnaissance des républiques espagnoles, mettait en avant les inconvénients du provisoire, les dommages causés à ses nationaux par l'absence d'officiers diplomatiques régulièrement accrédités. La liberté du commerce promulguée, tout prétexte lui était enlevé, car elle pouvait nommer des consuls où bon lui semblait et elle se condamnait, en persistant dans ses résolutions, à faire un éclat qui devait l'isoler en Europe. Tout donnait à prévoir qu'elle reculerait devant une telle situation; n'était-elle pas encore gouvernée par les tories, ayant le respect superstitieux des alliances continentales? On dut

employer la force, la ruse et la menace pour décider Ferdinand VII à signer ce décret qui jeta l'Angleterre dans un complet désarroi. Pour se venger, elle ne voulut prendre part à aucun projet de médiation inspiré par la France. Dans ses lettres confidentielles au principal de nos plénipotentiaires au congrès de Verone, M. de Villèle donne les bases suivantes de ce projet. « Les cinq grandes puissances, dit-il, s'engageraient préalablement à ne réclamer aucun avantage spécial dans leurs rapports commerciaux avec les nouveaux États d'Amérique; les métropoles elles-mêmes s'imposeraient la même réserve, et, la première, la France en donnerait l'exemple en traitant avec la république d'Haïti, moyennant une indemnité pour nos colons. Cette déclaration faite, les grandes puissances proposeraient à l'Espagne un compromis aux termes duquel ses possessions coloniales lui seraient garanties là où sa domination était demeurée entière; des infants seraient placés comme rois, là où, comme au Mexique, ce mode de transaction était possible, etc. »

Le 6 novembre 1823, M. de Chateaubriant écrivait au prince de Polignac : — « Si l'Angleterre précipite trop la question, si elle se décide, malgré les protestations de l'Espagne et le sentiment des cours alliées, à reconnaître l'indépendance des colonies espagnoles, les choses n'iront pas aussi facilement; nous pourrions gêner le pavillon de ses colonies, y soutenir le parti royaliste; et enfin si l'Angleterre nous poussait à bout, nous n'avons pas encore évacué Cadix, Barcelone et la Corogne. *Ceci, prince, est pour vous seul*, et pour vous faire comprendre que, sans manquer aux convenances et à la mesure diplomatique, vous pouvez parler d'un ton ferme à M. Canning. »

Cette fermeté en imposa aux ministres anglais, et les choses en restèrent dans cette situation jusqu'au printemps de 1824, époque à laquelle on eût pu croire que la solution désirée se réaliserait. Du côté de l'Espagne et des puissances continentales, les plus gros empêchements étaient levés.

En Amérique, les vices des institutions républicaines, appliquées à des populations monarchiques, se trahissaient de plus en plus dans les souffrances des peuples. Tandis que les soldats de Ferdinand VII occupaient encore le fort de S. Juan d'Uloa, Iturbide préparait son retour au Mexique. Le gouvernement britannique en était venu à ne plus repousser l'établissement d'un infant sur le trône mexicain. L'ombre croissante des États-Unis lui donnait à réfléchir. La chute de M. de Chateaubriant, arrivée le 6 juin 1824, renversa son édifice si laborieusement construit; les monarchies bourbonniennes furent abandonnées, l'Espagne retomba dans son absolutisme, la république allait triompher partout sur le continent américain et enrichir les marchands de l'Angleterre et des États-Unis.

Iturbide s'ennuyait dans sa résidence à Livourne, il passa dans la Grande Bretagne. Influencé par ses compatriotes qui lui adressaient de pressantes sollicitations pour revenir au Mexique, il s'embarqua le 11 mai pour Soto-la-Marina, ignorant le décret du 8 avril 1824, lancé par le congrès mexicain qui le mettait hors la loi. Il arriva le 14 juillet en vue du port. Un de ses aides de camp, nommé Benesky, fut envoyé au général La Garza, commandant de la province, pour obtenir une autorisation de débarquement. Benesky révéla la présence d'Iturbide à bord du navire. A cette nouvelle, le général accorda de suite l'autorisation demandée. A peine débarqué, Iturbide est reconnu, entouré, traîné dans la prison de Soto-la-Marina. Un instant après, l'alcade se présente à lui, envoyé par La Garza, lui lit le décret du 8 avril, et lui dit qu'il n'a plus que trois heures à vivre! Il reçut ce coup avec sang-froid, déclara que venu seul avec sa famille, il n'apportait aucune disposition hostile contre la république, et, La Garza ayant refusé de l'entendre, il lui fit remettre une lettre, dans laquelle il exposait les motifs de sa conduite, avec prière de l'envoyer au congrès de Tamalipas. Il pria ensuite le général de permettre à son chapelain, resté à bord, de venir lui rendre les derniers secours de son

ministère. La Garza, ému de compassion, effrayé, peut-être, de la responsabilité qui allait peser lui, suspendit l'exécution. En ce moment, le congrès siégeait à Padilla : il lui rendit compte de la capture d'Iturbide et vint prendre son prisonnier pour le conduire dans cette ville. En route, pour honorer celui qu'il conduisait à la mort, il lui remit le commandement des soldats qui le gardaient.

La lettre de La Garza avait jeté la consternation dans le congrès, car les termes du décret étaient précis. Les députés, effrayés par le nom, les antécédents, les services rendus de celui qu'ils devaient condamner, cherchèrent dans la fuite un moyen d'échapper à cette responsabilité. Six seulement restent, s'érigent en tribunal et décident l'exécution immédiate; ils maintiennent la fatale sentence de mort en présence d'Iturbide et de La Garza qui font valoir l'ignorance de la proscription lorsque l'ex-empereur partit de l'Angleterre. A six heures du soir, Iturbide prévint lui-même le détachement qui le gardait, que l'heure de l'exécution était venue. Arrivé au lieu du supplice, il confia au prêtre qui l'accompagnait, pour le remettre à son fils aîné, le rosaire qu'il portait au cou, et une lettre pour sa femme. Il fit distribuer ensuite à la troupe l'or qu'il avait dans sa bourse, puis s'adressant à la foule émue, il s'écria d'une voix ferme qu'on put entendre de toute la place :

« Mexicains ! au moment de mourir, je vous recommande l'amour de la patrie et l'observance de notre sainte religion : c'est elle qui doit vous conduire à la gloire; je meurs pour être venu à votre aide; et je meurs content parce que je meurs parmi vous !

« Je meurs avec honneur et non comme un traître; je ne laisserai pas cette tache à mes enfants et à la postérité!

« Non, je ne suis pas un traître! Gardez la subordination et prêtez obéissance à vos chefs! en exécutant leurs ordres accomplissez la volonté de Dieu! Mes paroles ne sont point inspirées par la vanité : Je suis loin d'en avoir, adieu ! »

Ayant dit ces mots, il commanda à l'adjudant Castillo de